

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 122 - VENDREDI 18 NOVEMBRE 2011

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

En moins de 40 ans, 1 600 milliards sont passés des caisses publiques à des caisses privées. Un audit citoyen de la dette pour montrer ce qui porte atteinte à la solidarité nationale ! ●

## AGENDA MILITANT

→ 25 novembre

Créteil [3<sup>e</sup> Rencontres de l'Immigration et des quartiers populaires](#)

→ 25-26 novembre

Gennevilliers [Etre d'ici et d'ailleurs - 3<sup>e</sup> rencontre d'histoire critique](#)

→ 26 novembre

Paris [Mobilisations immédiates et "idéal" - OMOS](#)

→ 30 novembre - 3 décembre

Bordeaux [4<sup>e</sup> rencontre Actu-Marx](#)

## À LIRE SUR [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ Côté gauche

[AG des communistes unitaires, 1<sup>ères</sup> contributions](#)

[Quoi de neuf du côté du NPA ?](#)

→ Culture

[Langues et Culture de France](#)

[L'académie des banlieues invite Chaplin et Kouper](#)

## Transformer l'essai

Sans surprise, le 11 novembre, le Comité d'admission du Conseil de sécurité n'est pas parvenu à un accord sur la candidature de la Palestine aux Nations unies. Et, toujours sans surprise, les médias qui combattaient celle-ci de verser une larme de crocodile sur l'"échec" que cette non-décision représenterait pour Mahmoud Abbas. La réalité est bien différente.

L'offensive diplomatique lancée par l'Organisation de libération de la Palestine a d'ores et déjà fait bouger les lignes :

- elle a replacé la question de la Palestine, grande oubliée du "printemps arabe", au centre de l'attention internationale ;
- elle lui a redonné toute sa légitimité, avec la *standing ovation* réservée au président palestinien, mais surtout l'entrée en fanfare de la Palestine en tant qu'Etat membre à l'Unesco ;
- elle a mis à nu l'hypocrisie des Occidentaux, à commencer par un Barack Obama capitulant devant Benyamin Netanyahou pour des raisons électorales, mais aussi Nicolas Sarkozy, votant pour à l'Unesco pour mieux s'abstenir au Conseil de sécurité ;
- elle a enfin remobilisé les Palestiniens de Cisjordanie, descendus par dizaines de milliers dans les rues avec le soutien de 80 % de l'opinion, et qui en auraient sans doute fait autant à Gaza si le Hamas ne les en avait empêchés par la force.

L'essai reste, cela dit, à transformer à New York. La Palestine pourrait, certes, s'y contenter de l'État au rabais que le président français lui offrirait si généreusement : une résolution de l'Assemblée générale à la majorité simple suffirait. Mais il y a fort à parier qu'elle s'accrochera et reposera, autant de fois que nécessaire, la question de son admission comme État membre au Conseil de sécurité. Car le grand écart entre les discours lénifiants de Washington et de Paris sur les droits des Palestiniens et la paralysie qu'ils imposent au Conseil de sécurité deviendra de plus en plus intenable au fur et à mesure que l'une et l'autre capitales s'efforceront de regagner le terrain perdu dans un monde arabe en révolution.

C'est dire que, plus que jamais, la parole est aux peuples. Plus l'écrasante majorité de citoyens de la France, de l'Europe et du monde favorable à la reconnaissance de la Palestine se feront entendre, et plus vite l'ONU confirmera, avec près d'un demi-siècle de retard, sa décision du 29 novembre 1947. Dans le cas contraire, elle sonnerait le glas de la solution bi-étatique du conflit : l'autodétermination du peuple palestinien peut prendre d'autres formes...

### ● Dominique Vidal

Historien et journaliste. Vient de diriger le livre collectif *Palestine-Israël : un Etat, deux Etats ?* chez Sindbad/Actes Sud.

# EUROPE : FINISSONS-EN AVEC LA "GOUVERNANCE"

**Le fédéralisme, nouvelle panacée...  
ou nouvelle illusion. L'Europe, nous dit-on,  
souffre de ce qu'elle ne fonctionne pas  
comme un État-nation. Est-ce bien le problème ?**

**D**e quoi souffre le Vieux Continent, Union et nations confondues ? De ce que, depuis maintenant trois bonnes décennies, on a fondé son développement sur la trilogie de la concurrence "libre", de la "bonne" gouvernance et des "valeurs" de l'Occident. La dette ? Elle est la conséquence inéluctable d'un système où le tout financier, la marchandisation universelle et le court terme fonctionnent comme des normes supérieures. Les particuliers s'endettent pour consommer, les entreprises pour spéculer et les États pour combler le recul des rentrées fiscales que le monde des affaires n'entend plus lui concéder.

La carence de décision ? Depuis les réflexions de la Commission trilatérale (1975), on considère que la démocratie n'est pas productrice d'efficacité. On a donc peu à peu dessaisi les instances de régulation politique, à tous les niveaux de territoire, pour les confier aux "experts", de la finance, des États ou de la "société

civile". Le FMI prime sur l'ONU, les agences de notation sur les organismes publics d'évaluation, la BCE sur les États, le Conseil sur le Parlement européen. Ce n'est pas le "G193" de l'ONU qui régule, mais le "G20", le "G8" ou même le "G2" (la "Chinamerica").

**"Peuples, taisez-vous  
et compétents de tous  
les pays unissez-vous" ?  
C'est ce qu'on prétend  
faire, en Europe,  
depuis plus  
d'un demi-siècle.  
Mauvaise pioche...  
Il faut renverser la vapeur.**

Le supranational, continental ou planétaire, tend de plus en plus à conditionner notre vie. Mais il n'est pas un espace de politisation démocratique. Or il faut

vouloir le constituer comme tel : s'en tenir à la bonne vieille coopération des États n'est plus à la hauteur d'un continent et d'un monde interpénétrés. La communauté des nations ne peut pas procéder de la seule addition des décisions particulières. Le tout n'est pas la somme des parties ; le commun n'est pas l'addition des égoïsmes, mais le partage des destins.

Le fédéralisme est-il pour autant une solution ? Il serait bien plutôt une fuite en avant. Face à la complexité de la décision à plusieurs voix, on cherche la simplicité d'un quasi-État. Or, en épurant les procédures de choix, on contourne les contradictions et, ce faisant, on multiplie les frustrations. On veut raccourcir le temps de la décision ; ce faisant, on étouffe la complexité et on bride le champ du possible. À l'arrivée, on a l'échec. On veut gagner du temps ; en fait, on en a perdu : "Peuples, taisez-vous et compétents de tous les pays unissez-vous" ? C'est ce qu'on prétend faire, en Europe, depuis plus d'un demi-siècle. ●●●

●●● Mauvaise pioche... Il faut renverser la vapeur.

L'Europe ne peut pas être un quasi-État parce qu'elle n'est pas une quasi-nation. Elle ne vaut que parce qu'elle est un intermédiaire entre la nation et le monde : elle n'a de sens que si elle participe à l'émergence d'une société-monde ; elle n'a de portée et d'efficacité que si elle respecte encore les plages de souveraineté des nations. Ce qui importe au plus haut chef n'est pas de pousser encore plus loin la logique "par en haut" qui nous a conduits à la panne dramatique. Plutôt que de disserter sur le fédéralisme, remettons au cœur la question qui prime sur toutes les autres : de quelle Europe voulons-nous ? D'une Europe-puissance ou d'une Europe-société ?

Si nous choisissons le projet d'une Europe-puissance, actrice brutale de la guerre économique, il ne sera pas absurde de donner la priorité à l'intégration des marchés, selon des normes libérales strictes. Et le souci de l'homogénéisation politique, dans l'arène internationale, conduira à confier la régulation d'ensemble aux "coopérations renforcées" des plus puissants et à appuyer les mécanos institutionnels sur les structures étroites de la "gouvernance". Dans cette Europe-là, le commun est remplacé par l'unique – comme on l'a fait, trop vite, pour la monnaie – et les plus riches et les plus raisonnables ont le pouvoir de morigéner les canards boiteux, les mauvais élèves, et même celui de les renvoyer. C'est cette Europe que l'on a élargie à marches forcées, dans l'inconscience des déchirements

pourtant prévisibles des inégalités. C'est cette Europe qui impose aujourd'hui, dans les convulsions des marchés financiers, l'impuissance des eurocrates et la valse-hésitation des États.

En revanche, si le second terme retient l'attention – l'Europe-société –, à l'intégration étatique on préférera la diffusion des responsabilités en renforçant le rôle du Parlement européen, en ●●●



Bruxelles, manifestation contre l'austérité - Source : [lesoir.be](http://lesoir.be)

## L'imposture du Fédéralisme

L'idée d'un fédéralisme européen n'est pas une idée neuve (1). Elle a eu une certaine influence entre 1945 et la création de la Communauté économique européenne en 1957. A l'époque, un débat parmi les fédéralistes opposait les constitutionnalistes, qui souhaitaient la création d'une fédération européenne suite à un processus démocratique où une assemblée élue rédigerait une constitution pour l'Europe, et les fonctionnalistes, qui considéraient que les progrès vers le fédéralisme se feraient progressivement à travers les institutions supranationales existantes, centrées alors sur des aspects économiques. Afin de ratisser large, les uns et les autres ont longtemps cherché à se dire "ni de gauche, ni de droite". Reste que l'impact politique des fédéralistes en France est toujours resté faible : faible à droite, notamment du fait de l'hostilité des gaullistes, et marginal à gauche. Au cours des dernières décennies, la plupart des fédéralistes ont soutenu les projets libéraux destinés à renforcer la construction européenne : création de la monnaie unique, traité de Maastricht, projet de constitution européenne (rejeté en France en 2005). Aujourd'hui, ils tentent de relancer leur projet en affirmant que le défaut de fédéralisme serait la cause de la crise européenne (la solution serait la création d'un gouvernement européen). Ce faisant, ils taisent que la crise a d'abord partie liée avec la mondialisation capitaliste et les politiques libérales, qu'elle est la crise d'une construction européenne centrée sur les dogmes capitalistes. Et au lieu de reconnaître l'ampleur du problème démocratique en Europe - à l'échelle de l'Union et dans de nombreux États -, ils n'envisagent qu'une fuite en avant dans la logique d'une technocratie renforcée et d'une distance toujours plus grande entre le politique et les citoyens.

● G.A.

(1) Lire : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Fédéralisme\\_européen](http://fr.wikipedia.org/wiki/Fédéralisme_européen)

## Désobéir à l'Union européenne ?

En mai dernier, Attac-France préparait une campagne contre le "pacte pour l'euro" et avait ainsi intitulé la motion soumise à discussion. Jean-Marie Harribey écrivait à ce propos (1) :

« (...) ce slogan appelant à désobéir aux règles comporte un défaut majeur. Il laisse à penser que nous allons désobéir aux règles de l'UE mais qu'elles resteront en l'état car nous n'engagerons pas de lutte contre les règles elles-mêmes. Il s'ensuit que le pays (la France en l'occurrence) qui aurait potentiellement la capacité d'envoyer "promener" la Commission européenne, la BCE, etc., laisserait se débrouiller tous les autres pays plus petits ou plus faibles qui n'auraient pas la stature internationale pour faire de même. Autrement dit, cette éventualité de "désobéissance" unilatérale comporte les mêmes défauts que les propositions de sortie unilatérale de l'euro, de dévaluation isolée dirigée contre tous les autres. »

J/M/ Harribey suggérerait donc de préférer la notion de « "campagne pour l'abolition des règles de l'UE" à celle qui se contenterait d'y désobéir. »

(1) Extrait de la proposition d'amendement de J.M. Harribey <http://www.attac.org/fr/groups/commission-europe-attac-france/wiki/proposition-de-jean-marie-harribey>

●●● élargissant l'initiative des associations, professionnelles ou non, en impliquant plus fortement les Parlements nationaux. Plutôt que l'agressivité commerciale possible, on valorisera les atouts humains, l'expérience des collectifs de travail, les traditions de mixité et de service public. Cette Europe, qui reste à construire, serait celle de la primauté des droits et de l'urgence sociale, de la subsidiarité et de la souveraineté populaire, de la volonté politique appuyée sur l'impôt et sur les outils publics, de la banque subordonnée au pouvoir politique, de l'égalisation des territoires et de la monnaie enfin commune.

Si cette Europe n'existe pas, il faut entamer le processus constituant qui y conduit sans tarder. Si, à tous les niveaux, la communauté des peuples d'Europe finit alors par l'emporter sur leur distinction, alors il sera toujours temps de suivre plus nettement la piste de l'intégration institutionnelle. Mais force est

de constater que, politiquement, cette communauté est encore balbutiante, faute de projet communautaire populaire et attractif. La fuite en avant vers une intégration imposée par le haut pourrait dès lors, à rebours des intentions affichées, conduire au discrédit de l'idée européenne elle-même.

**Plutôt que de disserter  
sur le fédéralisme,  
remettons au cœur  
la question qui prime  
sur toutes les autres :  
de quelle Europe  
voulons-nous ?  
D'une Europe-puissance  
ou d'une Europe-société ?**

Ne mettons pas la charrue avant les boeufs. S'il y a une urgence, elle s'énonce de façon simple : effaçons la

## La construction d'une gauche d'alternative en Europe (1)

« Pendant que le capital s'organise au niveau européen et même mondial, les forces alternatives ne peuvent demeurer enfermées dans le seul cadre national.

La Fédération a engagé un processus d'adhésion au Parti de la gauche européenne (PGE), dont sont déjà parties prenantes le PCF, le PG et Gauche unitaire. Cette adhésion concrétise notre volonté de contribuer à l'émergence d'une alternative politique en Europe, à partir de la convergence des mouvements, des forces et des citoyens, avec notre participation aux forums sociaux, aux cadres unitaires européens de mobilisation.

Nous poursuivrons, dans la prochaine période, le travail engagé avec des partenaires de pays de l'Union et nous prendrons part aux initiatives développées par le PGE et ses composantes. »

(1) Extrait du document *Osons la révolution démocratique*, adopté par la Coordination nationale de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) 7 juin 2011. Disponible sur le site [lafederation.org](http://lafederation.org)

vulgate libérale du marché roi et la machine antidémocratique de la gouvernance ; proclamons la primauté absolue du social et les vertus nécessaires de la démocratie et de la souveraineté populaire. Alors l'Europe pourra de nouveau aller de l'avant. Hors de cette perspective, l'avenir est bouché. Et la gauche européenne est en panne...

● Roger Martelli

Dossier établi par  
**Gilles Alfonsi et Michèle Kiintz**

## Un vent se lève

Le vent qui souffle d'Espagne, de Grèce, des USA mais aussi en France, Allemagne, Grande-Bretagne, Islande, Israël, au Chili ... fait émerger l'accusation du capitalisme. Celle-ci se retrouve jusque dans des documentaires télévisés. Évidemment, cela ne débouche pas sur les conditions politiques qui permettraient de répondre aux attentes. Mais doit-on seulement enregistrer cet écart et faire avec ? Ou y a-t-il dans cette situation des éléments pour commencer à le combler ?

Nous sommes au cœur de l'expression des contradictions du capitalisme et de son impasse.

Le discours officiel – à droite comme au PS - se sent obligé de donner le change en évoquant « *la nécessité de bien répartir les efforts* » ; des membres de l'UMP mettent en garde contre « *des mesures qui conduiraient à la récession* » ; Bayrou évoque la « *taxation des délocalisations* » ; Jean Arthuis dit qu'il faut « *envisager que l'État renfloue les banques mais qu'en revanche, aucune décision de leur part ne soit prise sans lui* » ; Baroin dit « *taxer le capital* » et mange la laine sur le dos d'Hollande. Coppé et Barroso « *dénoncent* » le pouvoir exorbitant des agences de notation. Que ce soit la Grèce du socialiste Papan-dréou ou l'Italie de l'ultra réactionnaire Berlusconi, elles connaissent les mêmes déboires. Évidemment, tout cela masque les manœuvres pour continuer. Mais cela ne reflète-t-il pas aussi leur crainte devant une disponibilité nouvelle des gens pour chercher d'autres règles pour la société ?

Sommes-nous au niveau des contradictions des uns et de la disponibilité des autres ?

Jean-Luc Mélenchon a mis en garde contre une trop grande personnalisation de la campagne du Front de gauche. Il a raison. Quel devrait être alors le caractère de celle-ci ? Rien de ce qui compose un anticapitalisme réel et l'idée de Révolution n'est abstrait ni ne renvoie à un avenir lointain. C'est tout de suite que

le moindre pas en avant impose de basculer dans une logique nouvelle. Et si les objectifs annoncés des forces qui se situent à la gauche du PS sont, dans un souci de crédibilité, trop sages au regard de ces contradictions, cela retirerait toute pertinence à la candidature du Front de gauche.

Dans un livre, Lucien Sève avait fait en son temps un tabac en écrivant « *Commençons par les fins* ». Il fut un temps où le courant refondateur à l'intérieur du PC reprochait à celui-ci d'être aveugle devant des éléments de « *déjà là* » sur lesquels prendre appui pour articuler fondamental et immédiateté. Comment le débat politique peut-il aider à distinguer les points de rupture réelle avec le capitalisme de ce qui n'est que l'illusion de son aménagement ? « *Faire payer le capital* » ou le « *taxer* », cela l'empêche-t-il de nuire ou est-il temps de se donner le pouvoir de maîtriser l'économie ? Faut-il « *donner la parole au peuple* » ou que ses mouvements trop souvent qualifiés de « *sociaux* » se transforment en lieu où s'élabore la politique ? Contre la dictature des marchés, l'objectif se limite-t-il à défendre nos acquis ou cela passe-t-il par la suppression de cette dictature ? Peut-on espérer un « *partage équitable des richesses* » sans prendre les rennes de la société ? Ce type d'alternative détermine la suite. Il est LA raison de ne pas voter « *utile* ».

On dira que reste entier le problème des solutions. Mais doit-on les attendre toutes faites, sorties de têtes bien pensantes ou sont-elles à construire par tous ceux qui veulent agir ? C'est le mouvement qui construira les réponses, mais encore faut-il que quelqu'un pousse à poser ces questions. L'issue est dans la manière dont les intéressés feront la différence entre dépassement du capitalisme et aménagement. Actuellement, ils ne se posent pas ces questions ? Par une campagne dans ce sens, ils peuvent y venir. C'est cela le militantisme : provoquer des découvertes.

● Pierre Zarka



**Le doigt dans le clafoutis****Heureux ceux qui abolissent**

Il paraît que François Mitterrand avait deux avocats : Robert Badinter pour le droit et Roland Dumas pour le tordu. Nous ne pouvons que remercier le premier pour son infatigable combat contre la peine de mort, ce « signe permanent et universel contre la barbarie » dont parlait Victor Hugo.

Il y a quelques temps, Robert Badinter a fait un discours passé inaperçu et d'une grande dignité pour l'abolition universelle de la pénalisation de l'homosexualité. « Dans 7 pays, dit-il, l'homosexualité est passible de la peine de mort. Dans 30 pays, de peines d'emprisonnement supérieures à 10 ans. Dans 40 pays, de châtiments corporels. » Des adultes ont été et sont toujours pendus, traqués, pourchassés, flagellés dans le monde en raison de leur orientation sexuelle. Ils paient de leur vie et de leur liberté le droit d'aimer et de disposer, avec d'autres adultes consentants, de leur corps.

Les luttes, ici et maintenant, contre toutes les discriminations à l'égard des personnes LGBT (lesbiennes, gays, bi et trans), le combat pour l'égalité des droits sont nécessaires. Aujourd'hui, il y a deux PACS pour trois mariages, 95 % des PACS sont contractés par des hétérosexuels : ces droits "profitent" donc à toute la société.

Mais au-delà de ces conquêtes passées et à venir, nous ne pouvons pas, nous ne devons pas tolérer l'indignité de la pénalisation de l'homosexualité. Elle touche toute l'humanité, au-delà des personnes qui en sont les victimes outragées. De même que nous combattons les régimes dont la torture ou la peine de mort est la pratique "ordinaire", nous devons avoir la même indignation pour ces atteintes moyenâgeuses à la vie humaine, nous devons faire entendre la même protestation universelle contre toute exaction en France et dans le monde, liée à l'orientation sexuelle.

La pénalisation de l'homosexualité dans le monde reculera quand nous aurons aussi fait reculer la peine de mort. Quand nous aurons, concrètement et publiquement, sauvé des êtres humains fuyant leur pays pour échapper aux persécutions. En leur donnant, comme à d'autres, le droit d'asile, un abri, une reconnaissance. Quand nous aurons fait reculer les mentalités rétrogrades. Et quand cette nouvelle marche pour l'abolition nous appartiendra. C'est, parmi d'autres, l'une des tâches de civilisation des militants associatifs et politiques.

● Philippe Stierlin

**L'image de la semaine**



À garder sur soi pour y puiser arguments et exemples, pour l'offrir : un petit livre, pratique, peu coûteux... et dense. Clémentine Autain reprend de manière concise et efficace tous les aspects de cette violence suprême de la domination masculine, de ses séquelles physiques et psychiques. Elle explique également en quoi le viol bloque la sexualité et le désir. Elle pointe les tabous

qui empêchent de parler d'un viol et de sa souffrance, aux siens, aux amis, en société, ce qui accroît le refoulement, contribue à un sentiment de culpabilité et entrave une lente, difficile reconstruction de soi. Cl. Autain répond aussi aux réserves, aux stéréotypes bien ancrés, aux faux-fuyants face à l'évocation de ce fléau - de la "mini-jupe provocatrice" au fait que "les hommes aussi" sont violés, par exemple - ce qui, fondamentalement, revient à minimiser ou ignorer les réalités telles qu'elles sont.

Paru dans la même collection que le livre de Stéphane Hessel *Indignez-vous*, ce texte appelle à se battre, à combattre le viol pour « libérer le désir », pour mettre en chantier d'autres relations, « pour extraire enfin et véritablement les femmes de l'oppression historique, mais aussi pour émanciper les hommes de l'aliénation dont ils sont souvent, inconsciemment, parfois avec souffrance, les otages. (...) Dans l'ère neuve de l'égalité et de la liberté, c'est le terrain de la négociation qui s'ouvre, le désir de l'autre fonctionnant plus que jamais comme un moteur de notre propre désir. »

## ● Michèle Kiintz

*Un beau jour... Combattre le viol*, Indigène éditions, 31 p. - 3 €

Cerises est édité  
par les Communistes unitaires  
Noyau de Cerises: Gilles Alfonsi  
Gilles Boitte, Michèle Kiintz  
Roger Martelli, Philippe Stierlin  
Catherine Tricot, Zarz  
contact.cerises@gmail.com  
www.cerisesenligne.fr

**Le gouvernement assure le sévice continu.** Sous le titre "A votre santé !", *le lien*, bulletin de liaison du comité d'initiative de Nanterre, publie les principales interventions et explications de vote de Jacqueline Fraysse, député FASE, des députés communistes, républicains, citoyens et du Parti de gauche, lors du débat du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2012. A télécharger ici <http://www.comunistesunitaires.net/images/pdf/a-votre-sante.pdf>



« Être payé quand on est malade, ce n'est pas très responsabilisant. » Laurent Wauquiez, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche

**Monsieur le Président, je vous fais une lettre...** 9 parlementaires appartenant à tous les groupes (UMP, Nouveau Centre, Parti socialiste, Radicaux de gauche, Europe Ecologie /les Verts, Parti communiste, Parti de Gauche) s'adressent au Président



de la République pour être reçus et exiger la libération de Salah Hamouri le 28 novembre, date accréditée par un document officiel du CICR et non en mars 2012 comme prétend l'imposer maintenant l'administration pénitentiaire israélienne au nom de la "loi Shalit".

Voir la lettre sur [www.comunistesunitaires.net](http://www.comunistesunitaires.net) dans la rubrique "Monde".

**Gay, gay, marions-les !** Militer en faveur de l'égalité de tous les couples, contre tabous et discriminations, c'est ce qu'ont fait Guillaume et Patrick à Cabestany (66) samedi dernier en répondant à l'initiative du maire PC : avec bulles, cotillons... et médias, ils ont consacré leur vie commune par un mariage symbolique. Cet acte public de "désobéissance" veut relancer le débat pour contribuer à ce que changent et les lois et les mentalités. En janvier 2011 encore, le Conseil constitutionnel s'est défaussé sur le législateur, estimant que la Constitution n'imposait pas d'ouvrir le mariage aux couples de même sexe. Or, en juin dernier, le projet de loi PS sur le droit des homosexuel-le-s au mariage a été rejeté par 293 voix contre 222. Ce sont les actions individuelles et collectives conjuguées qui feront avancer une situation ●●●

●●● juridique inique, mais aussi les mentalités. Si aujourd'hui 63% des Français se déclarent favorables au mariage homosexuel, la violence homophobe demeure plus que préoccupante (1), qui se nourrit aussi de cette discrimination juridique. C'est de l'égalité de femmes et d'hommes à vivre librement leur désir et sexualité qu'il s'agit. Pas d'émancipation individuelle et collective sans égalité de toutes et tous dans ce champ relationnel aussi. Aimantes et aimants en tous genres, élu-e-s, désobéissons : unissons-nous pour ce combat ! **Michèle Kiintz**

(1) Voir *Cerises* n°110, entretien avec Christian Boyer, co-auteur du rapport de SOS-homophobie. <http://www.cerisesenligne.fr/archive/?year=2011>

**Notre-Dame des Landes : pas très durable le soutien d'EELV.** En juillet dernier au meeting d'opposition à la construction de l'aéroport de Notre-Dame des Landes, les plus engagés de cette bataille mais aussi quelques personnalités de dimension nationale étaient intervenus, Cécile Dufлот notamment. Il y avait eu des couacs dans le public. Elle avait quelque peu agacé pour avoir centré son discours sur le trop-plein de

testostérone qui, encombrant les gonades du maire de Nantes, aurait expliqué l'acharnement de ce dernier à construire "son" aéroport. Pour le public, tout au moins pour la plus grande partie du public, l'essentiel était que « *Vinci dégage* », une manière à la tunisienne d'empêcher que la dure patte des marchés ne s'abatte pas sur ce bout de terre bretonne. Il faut en convenir, la verte Cécile avait su se gagner, parmi les sifflets, quelques rires de connivence que déclenche inmanquablement le "gras" quand il parsème le discours public. Soit, on fait de la politique par le chemin que l'on veut et pour EELV, ce jour-là, ce chemin faisait le tour de l'élastique du slip de Jean-Marc Ayrault. Seulement voilà, les ciseaux de la jardinière castratrice ne font pas l'engagement durable. Et pour quelques gratouillis dans le dos et 60 sièges des amis de M. Ayrault, voici que Cécile a remis à plus tard l'indéfectible soutien qu'elle promettait aux gens de peu engagés depuis vingt ans dans ce combat écologiste, humain, raisonnable, économique contre l'imbécile et pharaonique projet d'aéroport à Notre-Dame des Landes.

**Catherine Destom-Bottin**

### Les communistes unitaires en Assemblée générale

**les 9 et 10 décembre 2011 - Saint-Ouen**

Un texte du collectif d'animation de l'association pour lancer en amont la discussion ainsi que les contributions individuelles sont en ligne dans les documents et actes du site de l'ACU. Vous souhaitez apporter un point de vue ?

Une adresse : [contact.communistes.unitaires@gmail.com](mailto:contact.communistes.unitaires@gmail.com)

### \* La dette, l'arnaque du siècle

*Bientôt sur tous les sites, les blogs, les pages perso, en introduction de vos débats...*

La crise de la dette imposera l'austérité.

De nombreux sociologues, philosophes, militants, économistes de l'Autre gauche ont de meilleures idées!

Pour faire entendre ces voix, le mensuel **Regards** réalise un documentaire : **la dette, l'arnaque du siècle.**

**Michel Husson**, économiste atterré, **Aurélie Trouvé**, présidente d'Attac, **Jacques Généreux**, économiste, **Gus Massiah** et **Christophe Aguiton** personnalités du mouvement altermondialiste, **Étienne Balibar**, philosophe... font partager leurs analyses et propositions.

Pour faire aboutir ce projet, des moyens financiers inhabituels sont nécessaires.

L'Association des communistes unitaires qui participe à la **souscription citoyenne** vous invite à faire de même, via le site [kisskissbankbank](http://kisskissbankbank.com).



à retrouver aussi sur [www.regards.fr](http://www.regards.fr)

### Lire et faire lire **Cerises**



Indiquez votre ville, département et l'adresse électronique à laquelle vous voulez recevoir **Cerises** à [contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)

